Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président, de la Ministre de la Santé et de la Ministre des Hôpitaux universitaires,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, la Ministre de la Santé et la Ministre des Hôpitaux universitaires sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, conclu à Bruxelles, le [28].[01].2021, annexé au présent décret

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de la Santé,

Bénédicte LINARD

La Ministre des Hôpitaux universitaires,

Valérie GLATIGNY

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Exposé des motifs

EXPOSE GENERAL

Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui effectuent des activités en Belgique.

Par le biais de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui effectuent des activités en Belgique, l'accord de coopération de 14 juillet 2021 a été modifié.

Par le biais de l'accord de coopération du 28 octobre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui effectuent des activités en Belgique, l'accord de coopération de 14 juillet 2021 a été modifié.

Étant donné que la première dose d'un vaccin COVID approuvé ne peut être obtenue qu'une fois l'âge de 12 ans révolus, il convient d'ajuster l'âge minimum auquel l'utilisation du COVID Safe Ticket peut

être rendue obligatoire pour les événements de masse, les projets pilotes, les salles de danse et les discothèques ainsi que les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. Quelqu'un qui atteint l'âge de 12 ans ne peut pas immédiatement faire générer un COVID Safe Ticket. En effet, le processus de vaccination consiste en deux doses du vaccin COVID, suivies d'une période d'attente de deux semaines avant que le vaccin ne soit considéré comme suffisamment efficace. En pratique, cela crée une période de plusieurs mois au cours de laquelle l'enfant de douze ans devra faire générer un COVID Safe Ticket pour les événements et établissements et facilités susmentionnés, alors que cette personne n'a pas eu l'occasion de terminer le processus de vaccination. Pour éviter cette conséquence indésirable dans la pratique, la limite d'âge de 12 ans figurant dans l'article susmentionné est considérée comme égale à l'âge de 12 ans et 3 mois.

Compte tenu des circonstances épidémiologiques actuelles, le régime applicable aux événements de masse concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket en vertu du présent accord de coopération devrait - par dérogation à ce qui est indiqué dans l'exposé général des motifs de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 - également être rendu applicable à certains réunions privées, mais seulement tant qu'une situation d'urgence épidémique a été déclarée ou est maintenu, au sens de l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.

La recrudescence des infections au COVID-19 à laquelle la Belgique est confrontée dans la période précédant la date d'adoption de cet accord de coopération, rend nécessaire de soumettre également les réunions privées spécifique qui ne sont pas ouvertes au public et où un certain nombre de personnes sont réunies, telles que définies et mises en œuvre dans l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1 de loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, de se soumettre à l'utilisation du COVID Safe Ticket, dans la mesure et uniquement dans la mesure où l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1 de loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique permet l'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées.

L'utilisation du COVID Safe Ticket lors de certaines réunions privées découle des décisions du Comité de concertation des 17 et 26 novembre 2021, qui ont déterminé les seuils en dessous desquels l'organisation de certaines réunions privées est autorisée sans mesures supplémentaires.

L'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées spécifiques ne s'applique pas aux réunions privées qui sont organisées dans les domiciles privés, sauf s'il est fait appel à des activités horeca organisées de manière professionnelle.

En ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket, les obligations des organisateurs prévues dans l'accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021 s'appliquent, telles que par exemple les personnes autorisées à scanner le COVID Safe Ticket. Les dispositions que cet accord de coopération tel que

modifié contient concernant les obligations des organisateurs doivent être appliquées tant que la situation d'urgence épidémique a été déclarée ou est maintenue conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique par analogie aux réunions privées spécifiques telles que déterminées ci-dessus et comme règlementé dans l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1 de loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique. Par exemple, l'organisateur d'une réunion privée pourra scanner lui-même le COVID Safe Ticket ou créer une liste de personnes pouvant scanner le COVID Safe Ticket.
Cette assimilation des réunions privées spécifique telles que déterminées ci-dessus à des événements de masse en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket et tant que la situation d'urgence épidémique a été déclarée ou est maintenue conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, est nécessaire au regard de la situation épidémiologique actuelle pour garantir l'égalité entre ces rassemblements, puisqu'un événement de masse de même taille qu'une réunion privée dépassant les seuils fixés dans l'arrêté royal portant exécution de l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique est caractérisé par les mêmes conditions pratiques, organisationnelles et épidémiologiques, de sorte qu'une différence de traitement n'est plus justifiée au regard de la grande vague d'infection de l'automne 2021. Les modifications apportées à l'accord de coopération actuel prévoient un alignement en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket pour des réunions privées spécifiques, mais seulement tant que la situation d'urgence épidémique est déclarée ou maintenue conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique. Par ailleurs, une précision doit être apportée ici : la possibilité pour les bourgmestres et les gouverneurs de durcir les règles d'utilisation du COVID Safe Ticket pour les événements de masse et les expérimentes et projets pilotes n'est pas applicable par analogie aux réunions privées telles que déterminées ci-dessus. En revanche, la possibilité pour les entités fédérées de durcir les règles d'utilisation du COVID Safe Ticket pour les événements de masse et les expériences et projets pilotes est applicable par analogie pour les réunions privées, étant entendu qu'elles ne pourront jamais fixer la limite du nombre de visiteurs à une réunion privée en dessous de cinquante personnes à l'intérieur et cent personnes à l'extérieur.
Les modifications apportées par le présent accord de coopération à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021, ne changent rien au fait que dans le cadre d'un environnement de travail, le COVID Safe Ticket ne peut être utilisé, à la lumière de l'interdiction faite par un employeur de lire le COVID Safe Ticket de ses employés.

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Commentaires des articles

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

[29 november 2021] Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België	**[29 novembre 2021] Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique**	**[29 November 2021] Zusammenarbeitsabkommen zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben**
ALGEMENE TOELICHTING	**EXPOSE GENERAL**	**ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN**
Op 14 juli 2021 werd een samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België gesloten.	Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui effectuent des activités en Belgique.	Am 14. Juli 2021 wurde ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland

		leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, geschlossen.
Middels het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, werd het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 gewijzigd.	Par le biais de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui effectuent des activités en Belgique, l'accord de coopération de 14 juillet 2021 a été modifié.	Das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, hat das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 abgeändert.
Middels het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, werd het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 gewijzigd.	Par le biais de l'accord de coopération du 28 octobre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui effectuent des activités en Belgique, l'accord de coopération de 14 juillet 2021 a été modifié.	Das Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, hat das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 abgeändert.

Gelet op het feit dat de eerste dosis van een erkend COVID-vaccin pas kan worden verkregen wanneer de volle leeftijd van 12 jaar werd bereikt, is een aanpassing van de minimumleeftijd waarop men het gebruik van het COVID Safe Ticket kan verplichten voor massa-evenementen, proef- en pilootprojecten, dancings en discotheken en aangelegenheden en voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen, aangewezen. Iemand die dat de leeftijd van 12 jaar bereikt, kan immers niet onmiddellijk een COVID Safe Ticket laten genereren. Het vaccinatieproces bestaat immers uit twee dosissen van het COVID-vaccin, met daarna een wachttijd van 2 weken voordat het vaccin als voldoende werkend wordt beschouwd. Dit creëert in de praktijk een periode van enkele maanden waarin de twaalfjarige voor de voornoemde evenementen en aangelegenheden en voorzieningen een COVID Safe Ticket zal moeten laten genereren, terwijl deze persoon niet de kans heeft gehad het vaccinatieproces volledig te doorlopen. Om dit ongewenst gevolg in de praktijk te vermijden, wordt de leeftijdsgrens van 12 jaar in het voornoemde artikel begrepen als gelijk beschouwd met de leeftijd van 12 jaar en 3 maanden.	Étant donné que la première dose d'un vaccin COVID approuvé ne peut être obtenue qu'une fois l'âge de 12 ans révolus, il convient d'ajuster l'âge minimum auquel l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être rendue obligatoire pour les événements de masse, les projets pilotes, les salles de danse et les discothèques ainsi que les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. Quelqu'un qui atteint l'âge de 12 ans ne peut pas immédiatement faire générer un COVID Safe Ticket. En effet, le processus de vaccination consiste en deux doses du vaccin COVID, suivies d'une période d'attente de deux semaines avant que le vaccin ne soit considéré comme suffisamment efficace. En pratique, cela crée une période de plusieurs mois au cours de laquelle l'enfant de douze ans devra faire générer un COVID Safe Ticket pour les événements et établissements et facilités susmentionnés, alors que cette personne n'a pas eu l'occasion de terminer le processus de vaccination. Pour éviter cette conséquence indésirable dans la pratique, la limite d'âge de 12 ans figurant dans l'article susmentionné est considérée comme égale à l'âge de 12 ans et 3 mois.	Da die erste Dosis eines anerkannten COVID-Impfstoffs erst ab dem vollendeten 12. Lebensjahr erhalten werden kann, ist eine Anpassung des Mindestalters, ab dem die Nutzung des COVID-Safe-Tickets für Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekte möglich ist, vorzunehmen , Tanzlokale und Diskotheken sowie Angelegenheiten und Einrichtungen für die stationäre Pflege schutzbedürftiger Personen.. jemand, der das Alter von 12 Jahren erreicht hat, kann nicht sofort ein COVID Safe Ticket erstellen lassen. Schließlich besteht der Impfprozess aus zwei Dosen des COVID-Impfstoffs, gefolgt von einer Wartezeit von 2 Wochen, bevor der Impfstoff als ausreichend wirksam angesehen wird. In der Praxis entsteht dadurch ein Zeitraum von mehreren Monaten, in dem der Zwölfjährige für die oben genannten Veranstaltungen und Angelegenheiten und Einrichtungen ein COVID Safe Ticket erstellen lassen muss, während diese Person noch nicht die Möglichkeit hatte, den Impfprozess abzuschließen. Um diese unerwünschte Folge in der Praxis zu vermeiden, wird die Altersgrenze von 12 Jahren im oben genannten Artikel als gleich dem Alter von 12 Jahren und 3 Monaten angesehen.
Gelet op de huidige epidemiologische omstandigheden, dient - in afwijking van hetgeen is bepaald in de Algemene Toelichting bij het samenwerkingsakkoord van 27	Compte tenu des circonstances épidémiologiques actuelles, le régime applicable aux événements de masse concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket en vertu du présent accord de coopération	In Anbetracht der aktuellen epidemiologischen Situation ist abweichend von den Bestimmungen der Allgemeinen Erläuterungen zum Zusammenarbeitsabkommen vom

september 2021 - het regime dat van toepassing is op de massa-evenementen voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket krachtens dit samenwerkingsakkoord, eveneens van toepassing te worden verklaard op bepaalde private bijeenkomsten, doch dit enkel zolang er een epidemische noodsituatie is afgekondigd of in stand gehouden in de zin van artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.	devrait - par dérogation à ce qui est indiqué dans l'exposé général des motifs de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 - également être rendu applicable à certains réunions privées, mais seulement tant qu'une situation d'urgence épidémique a été déclarée ou est maintenu, au sens de l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.	27. September 2021 die für Massenveranstaltungen geltende Regelung hinsichtlich der Nutzung des COVID Safe Tickets im Rahmen dieses Zusammenarbeitsabkommen ebenfalls zu erklären gilt für bestimmte private Treffen, jedoch nur, solange ein epidemischer Notlage im Sinne von Artikel 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während einer epidemischer Notlage ausgerufen oder aufrechterhalten wurde.
De vlaag aan COVID-19 besmettingen waarmee België in de periode voorafgaand aan de datum waarop dit samenwerkingsakkoord wordt aangenomen, wordt geconfronteerd, noopt ertoe ook specifieke private bijeenkomsten die geen publiek toegankelijke bijeenkomst betreffen en waar een bepaald aantal personen samenkomen, zoals gedefinieerd en uitgevoerd in het geldende koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, te onderwerpen aan het gebruik van het COVID Safe Ticket, voor zover en enkel in de mate het geldende koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen	La recrudescence des infections au COVID-19 à laquelle la Belgique est confrontée dans la période précédant la date d'adoption de cet accord de coopération, rend nécessaire de soumettre également les réunions privées spécifique qui ne sont pas ouvertes au public et où un certain nombre de personnes sont réunies, telles que définies et mises en œuvre dans l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1 de loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, de se soumettre à l'utilisation du COVID Safe Ticket, dans la mesure et uniquement dans la mesure où l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1 de loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence	Die Flut von COVID-19-Infektionen, mit denen Belgien in der Zeit vor der Annahme dieses Zusammenarbeitsabkommen konfrontiert ist, erfordert auch bestimmte private Treffen, die keine öffentliche Versammlung sind und bei denen sich eine bestimmte Anzahl von Personen versammeln, wie in der anwendbarer Königlicher Erlass zur Umsetzung von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die von der Verwaltungspolizei während eines epidemischen Notstands ergriffenen Maßnahmen, die der Verwendung des COVID-Safe-Tickets unterliegen, sofern und nur insoweit dass der anwendbare Königliche Erlass zur Durchführung von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche

van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie het gebruik van het COVID Safe Ticket gedurende private bijeenkomsten toelaat	épidémique permet l'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées.	Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls die Verwendung des COVID Safe Tickets bei privaten Treffen erlaubt.
Het gebruik van het COVID Safe Ticket op bepaalde private bijeenkomsten vloeit voort uit de beslissingen van het Overlegcomité van 17 en 26 november 2021, waarin de drempels werden bepaald waaronder de organisatie van bepaalde private bijeenkomsten is toegelaten zonder bijkomende maatregelen.	L'utilisation du COVID Safe Ticket lors de certaines réunions privées découle des décisions du Comité de concertation des 17 et 26 novembre 2021, qui ont déterminé les seuils en dessous desquels l'organisation de certaines réunions privées est autorisée sans mesures supplémentaires.	Die Nutzung des COVID Safe Tickets bei bestimmten privaten Treffen ergibt sich aus den Beschlüssen des Beratungsausschusses vom 17. und 26. November 2021, die die Schwellenwerte festlegen, unterhalb derer die Organisation bestimmter privater Treffen ohne zusätzliche Maßnahmen erlaubt ist.
Het gebruik van het COVID Safe Ticket bij specifieke private bijeenkomsten geldt niet voor private bijeenkomsten die georganiseerd worden in de private woonst, behalve indien er aldaar een beroep gedaan wordt op professioneel georganiseerde horeca-activiteiten.	L’utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées spécifiques ne s’applique pas aux réunions privées qui sont organisées dans les domiciles privés, sauf s’il est fait appel à des activités horeca organisées de manière professionnelle.	Die Nutzung des COVID Safe Ticket bei bestimmten privaten Treffen gilt nicht für private Treffen, die in der privaten Wohnung organisiert werden, es sei denn, dort werden professionell organisierte Catering-Aktivitäten in Anspruch genommen.
Met betrekking tot het gebruik van het COVID Safe Ticket gelden de verplichtingen voor organisatoren voorzien in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021, zoals onder meer met betrekking tot welke personen gemachtigd zijn om het COVID Safe Ticket in te lezen. De bepalingen die daarin opgenomen	En ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket, les obligations des organisateurs prévues dans l'accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021 s'appliquent, telles que par exemple les personnes autorisées à scanner le COVID Safe Ticket. Les dispositions que cet accord de coopération tel que modifié contient concernant les	Hinsichtlich der Nutzung des COVID-Safe-Tickets gelten die im Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021, geändert durch den Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und den Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021, vorgesehenen Verpflichtungen für Veranstalter, u an welche Personen berechtigt sind, das COVID Safe Ticket einzulesen. Die darin enthaltenen Regelungen zu den Veranstalterpflichten, solange der

zijn met betrekking tot de verplichtingen voor organisatoren, dienen zolang de epidemische noodsituatie is afgekondigd of in stand wordt gehouden overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie naar analogie te worden toegepast op specifieke private bijeenkomsten, zoals bepaald in het geldende koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie. Zo zal de organisator van een private bijeenkomst zelf het COVID Safe Ticket kunnen inlezen, of een lijst dienen aan te leggen van mensen die het COVID Safe Ticket kunnen inlezen.	obligations des organisateurs doivent être appliquées tant que la situation d'urgence épidémique a été déclarée ou est maintenue conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique par analogie aux réunions privées spécifiques telles que déterminées ci-dessus et comme règlementé dans l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1 de loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique. Par exemple, l'organisateur d'une réunion privée pourra scanner lui-même le COVID Safe Ticket ou créer une liste de personnes pouvant scanner le COVID Safe Ticket.	epidemischen Notlage ausgerufen ist oder gemäß Artikel 3 §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während eines epidemischen Notlage aufrechterhalten wird auf bestimmte private Treffen anzuwenden, wie im aktuellen Königlichen Dekret zur Durchführung von Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notlage vorgesehen. Beispielsweise kann der Organisator eines privaten Treffen das COVID Safe Ticket selbst einlesen oder muss eine Liste der Personen erstellen, die im COVID Safe Ticket lesen können.
Deze gelijkstelling van specifieke private bijeenkomsten met massa-evenementen voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket en zolang de epidemische noodsituatie is afgekondigd of in stand wordt gehouden overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie is in het licht van de huidige epidemiologische situatie noodzakelijk om de gelijkheid tussen deze bijeenkomsten te garanderen, aangezien een massa-evenement van dezelfde omvang	Cette assimilation des réunions privées spécifique telles que déterminées ci-dessus à des événements de masse en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket et tant que la situation d'urgence épidémique a été déclarée ou est maintenue conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, est nécessaire au regard de la situation épidémiologique actuelle pour garantir l'égalité entre ces rassemblements, puisqu'un événement de masse de même	Diese Gleichsetzung von bestimmten privaten Treffen an Massenveranstaltungen im Hinblick auf die Nutzung des COVID-Safe-Tickets und solange der epidemische Notfall ausgerufen wurde oder gemäß Artikel 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notlage, ist angesichts der aktuellen epidemiologischen Situation erforderlich, um die Gleichheit zwischen diesen Versammlungen zu gewährleisten, da eine Massenveranstaltung von der

als een private bijeenkomst die de in het koninklijke besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie opgenomen drempels overschrijdt, wordt gekenmerkt door dezelfde praktische, organisatorische en epidemiologische omstandigheden waardoor een verschil in behandeling niet langer gerechtvaardigd is in het licht van de grote besmettingsgolf in het najaar 2021. Middels de wijzigingen in het huidig samenwerkingsakkoord wordt voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket voor specifieke private bijeenkomsten voorzien in een gelijkschakeling die bijgevolg dan ook verantwoord is, doch dit enkel voor zolang de epidemische noodsituatie is afgekondigd of in stand wordt gehouden overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie. Verder dient hier een precisering te worden gemaakt: de mogelijkheid voor burgemeesters en gouverneurs om de regels van het gebruik van het COVID Safe Ticket voor massa-evenementen en proef- en pilootprojecten te verstrengen wordt niet naar analogie toepasbaar voor private bijeenkomsten. Daarentegen is de mogelijkheid voor de	taille qu'une réunion privée dépassant les seuils fixés dans l'arrêté royal portant exécution de l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique est caractérisé par les mêmes conditions pratiques, organisationnelles et épidémiologiques, de sorte qu'une différence de traitement n'est plus justifiée au regard de la grande vague d'infection de l'automne 2021. Les modifications apportées à l'accord de coopération actuel prévoient un alignement en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket pour des réunions privées spécifiques, mais seulement tant que la situation d'urgence épidémique est déclarée ou maintenue conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique. Par ailleurs, une précision doit être apportée ici : la possibilité pour les bourgmestres et les gouverneurs de durcir les règles d'utilisation du COVID Safe Ticket pour les événements de masse et les expérimentes et projets pilotes n'est pas applicable par analogie aux réunions privées telles que déterminées ci-dessus. En revanche, la possibilité pour les entités fédérées de durcir les règles d'utilisation du COVID Safe Ticket pour les événements de masse et les expériences et projets pilotes est applicable par	gleichen Größe wie ein privates Treffen die im Königlichen Erlass zur Durchführung von Artikel 4, § festgelegten Schwellenwerte überschreitet 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während einer epidemischen Notlage durch die gleichen praktischen, organisatorischen und epidemiologischen Bedingungen gekennzeichnet ist, so dass eine unterschiedliche Behandlung angesichts der großen Infektionswelle im Herbst nicht mehr gerechtfertigt ist 2021. Hinsichtlich der Nutzung des COVID Safe Tickets für bestimmte private Treffen sehen die Änderungen der aktuellen Zusammenarbeitsabkommen einen damit begründeten Ausgleich vor, jedoch nur solange der epidemische Notfall ausgerufen ist oder gemäß Artikel aufrechterhalten wird 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls. Hier ist eine weitere Klarstellung zu machen: Die Möglichkeit für Bürgermeister und Gouverneure, die Regeln zur Nutzung des COVID-Safe-Tickets für Massenveranstaltungen und Pilot- und Pilotprojekte zu verschärfen, gilt nicht analog für private Treffen. Andererseits gilt die Möglichkeit für die föderierten Teilgebiete, die Regeln für die Verwendung des COVID-Safe-Tickets für

gefedereerde entiteiten om de regels van het gebruik van het COVID Safe Ticket voor massa-evenementen en proef- en pilootprojecten te verstrengen wel naar analogie toepasbaar voor private bijeenkomsten, met dien verstande dat zij de grens van het bezoekersaantal van een private bijeenkomst nooit onder de vijftig personen binnen en honderd personen buiten personen mogen vaststellen.	analogie pour les réunions privées, étant entendu qu'elles ne pourront jamais fixer la limite du nombre de visiteurs à une réunion privée en dessous de cinquante personnes à l'intérieur et cent personnes à l'extérieur.	Massenveranstaltungen und Test- und Pilotprojekte zu verschärfen, analog für private Treffen, mit der Maßgabe, dass sie die Anzahl der Besucher von ein privates Treffen sollte nie weniger als fünfzig Personen drinnen und hundert Personen draußen umfassen.
De wijzigingen die door dit samenwerkingsakkoord aan het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021, worden aangebracht, veranderen niets aan het feit dat binnen het kader van een werkomgeving het COVID Safe Ticket niet kan worden aangewend, in het licht van het verbod van een werkgever om het COVID Safe Ticket van zijn werknemers in te lezen .	Les modifications apportées par le présent accord de coopération à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021, ne changent rien au fait que dans le cadre d'un environnement de travail, le COVID Safe Ticket ne peut être utilisé, à la lumière de l'interdiction faite par un employeur de lire le COVID Safe Ticket de ses employés.	Die durch diesen Zusammenarbeitsabkommen vorgenommenen Änderungen zum Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021, geändert durch den Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und den Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021, ändern nichts daran, dass das COVID Safe Ticket nicht genutzt werden kann in einer Arbeitsumgebung verwendet werden, angesichts des Verbots eines Arbeitgebers, das COVID Safe Ticket seiner Mitarbeiter einzulesen.
ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING	**COMMENTAIRE DES ARTICLES**	**KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN**
Artikel 1. Artikel 1 voegt een paragraaf toe die de definitie van private bijeenkomst bevat in artikel 1, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021.	**Article 1.** L'article 1 ajoute un paragraphe reprenant la définition d'une réunion privée de l'article 1, §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021.	**Artikel 1.** Artikel 1 fügt einen Absatz hinzu, der die Definition eines privaten Treffens in Artikel 1 § 1 der Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021, geändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und die Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021, enthält.

Artikel 2. Artikel 2 past artikel 12, §4 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021 aan, met een verduidelijking omtrent de leeftijd vanaf wanneer het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden verplicht.	**Article 2.** L'article 2 adapte l'article 12, §4 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, tel que modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021, en précisant l'âge à partir duquel l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être obligatoire.	Artikel 2. Artikel 2 passt Artikel 12 §4 der Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021, geändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und die Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021 an, mit einer Klarstellung bezüglich des Alters, ab dem die Nutzung der Möglicherweise ist ein COVID Safe Ticket erforderlich.
Artikel 3. Artikel 3 voegt een paragraaf toe in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021, waar het regime voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket dat van toepassing is op de massa-evenementen ook van toepassing wordt verklaard op specifieke private bijeenkomsten.	**Article 3.** L'article 3 ajoute un paragraphe à l'article 13 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021, où le régime pour ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket est applicable aux événements de masse est également rendu applicable aux réunions privées spécifiques.	**Artikel 3.** Artikel 3 fügt einen Absatz in Artikel 13 des Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und das Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021, ein, in dem die Regelung in Bezug auf die Verwendung von das für Massenveranstaltungen geltende COVID-Safe-Ticket gilt auch für besondere private Treffen.
Artikel 4. Artikel 4 bepaalt dat dit samenwerkingsakkoord in werking treedt op de datum van de bekendmaking van de laatste instemmingstekst in het Belgisch Staatsblad.	**Article 4.** L'article 4 stipule que cet accord de coopération entre en vigueur à la date de la publication du dernier texte d'assentiment au Moniteur belge.	**Artikel 4.** Artikel 4 legt fest, dass dieses Zusammenarbeitsabkommens am Tag der Veröffentlichung des letzten Textes Dekret zur Billigung im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt.
Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat,	**Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des**	**Zusammenarbeitsabkommen zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im**

het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België	**données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique**	**Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben**
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 87, §1, en 92bis;	Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 5, §1, I, 87, §1, et 92bis;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5, §1, I, 87, §1, und 92bis;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 14.07.2021, 27.09.2021 en 28.10.2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF, de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;	Vu l'accord de coopération du 14.07.2021, 27.09.2021 et 28.10.2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 14.07.2021, 27.09.2021 und 28.10.2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF, der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbstständigen, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten und in Belgien eine Tätigkeit ausüben;
TUSSEN	**ENTRE**	**ZWISCHEN**
De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Sophie	L'État fédéral, représenté par le gouvernement fédéral, en la personne d'Alexander De Croo, Premier ministre, Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Sophie Wilmès, Vice-Première	Dem Föderalstaat, vertreten durch die föderale Regierung, in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, Frank Vandenbroucke, Vize-Premierminister und Minister für soziale Angelegenheiten und Volksgesundheit, Sophie Wilmès,

Wilmès, Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen, Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, Sammy Mahdi, Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Mathieu Michel, Staatssecretaris voor Digitalisering;	Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, Sammy Mahdi, Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, et Mathieu Michel, Secrétaire d'État à la Digitalisation;	Vize-Premierministerin und Ministerin für auswärtige Angelegenheiten, europäische Angelegenheiten und Außenhandel sowie für die föderalen Kulturinstitutionen, Annelies Verlinden, Ministerin für Inneres, institutionelle Reformen und demokratische Erneuerung, Sammy Mahdi, Staatssekretär für Asyl und Migration und Mathieu Michel, Staatssekretär für Digitalisierung;
De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;	La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux, et Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;	Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung, in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management, und Wouter Beke, Flämischer Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit, Familie und Armutsbekämpfung;
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie Glatigny, minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;	La Communauté française, représentée par son gouvernement, en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président et Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes, et Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;	Der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in Person von Pierre-Yves Jeholet, Premierminister, und Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinder, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, sowie Valérie Glatigny, Ministerin für Hochschulwesen, Bildung zur sozialen Förderung, wissenschaftliche Forschung, Universitätskliniken, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel;
Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie	La Région wallonne, représentée par son gouvernement, en la personne d'Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et Christie	Der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und

Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;	Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;	Christie Morreale, Vizeministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;	Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen, und von Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;
De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van Den Brandt, membres chargés de la Santé et de l'Action sociale ;	Der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van Den Brandt, die für Gesundheit und Wohlfahrt zuständigen Mitglieder;
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-President belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;	La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé et Alain Maron Ministre chargé de la Santé et de l'Action sociale;	Der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin für Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister für Soziales und Gesundheit;
WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:	EST CONVENU CE QUI SUIT :	WIRD FOLGENDES VEREINBART:
Artikel 1. Artikel 1, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de	**Article 1.** L'article 1, §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la	**Artikel 1.** Artikel 1 §1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Bundesstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der

Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021, wordt aangevuld met de bepaling onder 25°, luidende:	Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et par l'accord de coopération du 28 octobre 2021, la disposition sous 25° est ajoutée :	Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat und dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbständigen mit Wohnsitz oder Wohnsitz im Ausland, die in Belgien tätig sind, wie sie durch die Zusammenarbeitsabkommens geändert wurden vom 27. September 2021 und durch den Zusammenarbeitsabkommens vom 28. Oktober 2021 wird die Bestimmung unter 25° hinzugefügt:
"25° private bijeenkomst: een bijeenkomst zoals bepaald in het koninklijke besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.	"25° réunion privée : une réunion comme le prévoit, le cas échéant, l'arrêté royal d'exécution de l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique."	"25° privates Treffen: ein Treffen wie im Königlichen Erlass zur Durchführung von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notlage."
Artikel 2. Artikel 12, §4 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt: "§4. De verwerking waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde COVID Safe Ticket wordt gelezen teneinde de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten, dancings en discotheken	**Article 2.** Article 12, §4 du même accord de coopération est modifié comme suit : "§4. Le traitement impliquant la lecture du certificat COVID numérique de l'UE ou du COVID Safe Ticket généré par le titulaire afin de réglementer l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes, aux dancings et	**Artikel 2.** Artikel 12, §4 derselben Kooperationsvereinbarung wird wie folgt geändert: "§4. Die Verarbeitung, bei der das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte COVID Safe Ticket gelesen wird, um den Zugang zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten, Tanzlokalen und

of aangelegenheden en voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen te regelen, is maar rechtmatig voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat met de leeftijd van 12 en drie maanden en ouder, zonder dat hierdoor de toegang tot het massa-evenement, proef- en pilootproject, dancings en discotheken of voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen kan worden ontzegd aan personen onder de 12 jaar en drie maanden.”	discothèques ou aux établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables, n'est licite que pour les détenteurs d'un certificat COVID numérique de l'UE âgés de 12 ans et 3 mois et plus, sans pouvoir refuser aux personnes de moins de 12 ans et 3 mois l'accès aux événements de masse, à un expérience et projet pilote, aux dancings et discothèques ou aux établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables."	Diskotheken oder Angelegenheiten und Einrichtungen zur stationären Pflege schutzbedürftiger Personen zu kontrollieren, ist nur für Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats ab 12 Jahren und drei Monaten zulässig, ohne Einschränkung des Zugangs zu Massenveranstaltung, Test- und Pilotprojekt, Tanzlokalen und Diskotheken oder Einrichtungen der Heimpflege für schutzbedürftige Personen können Minderjährigen verwehrt werden 12 Jahre und drei Monaten alt."
Artikel 3. Artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt aangevuld met een paragraaf 9, luidende:	**Article 3.** L'article 13 du même accord de coopération, un paragraphe 9 est inséré comme suit :	**Artikel 3.** Artikel 13 das Zusammenarbeitsabkommen wird durch einen Absatz 9 ergänzt:
“§9. De bepalingen die betrekking hebben op het gebruik van het COVID Safe Ticket om toegang te verkrijgen tot de massa-evenementen, zoals opgenomen in dit samenwerkingsakkoord en meer in het bijzonder artikel 2bis, §3, 4de lid, artikelen 12 en 13 en artikel 13bis zijn tevens van toepassing voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket op private bijeenkomsten voor zolang de epidemische noodsituatie is afgekondigd of in stand wordt gehouden overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende	"§9. Les dispositions relatives à l'utilisation du COVID Safe Ticket pour accéder aux événements de masse, telles que reprises dans cet accord de coopération et plus particulièrement dans l'article 2bis, §3, 4ème alinéa, les articles 12 et 13 et l'article 13bis sont également applicables en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées pour autant que la situation d'urgence épidémique ait été déclarée ou maintenue conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d’une situation d’urgence	"§9. Die Bestimmungen über die Nutzung des COVID Safe Tickets zum Zugang zu Massenveranstaltungen, wie sie in dieser Zusammenarbeitsabkomm en enthalten sind, insbesondere Artikel 2bis, §3, Absatz 4, Artikel 12 und 13 sowie Artikel 13bis gelten auch im Hinblick auf die Nutzung des COVID Safe Tickets bei privaten Treffen, solange der epidemischen Notlage ausgerufen ist oder gemäß Artikel 3 §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während einer epidemischen Notlage aufrechterhalten

de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie en voor zover dit in overeenstemming is met de bepalingen opgenomen in het geldende koninklijke besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.	épidémique et que cela soit conforme aux dispositions de l'arrêté royal en vigueur portant exécution de l'article 4, §1er de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.	wird und soweit dies entspricht den Bestimmungen des aktuellen Königlichen Erlasses zur Durchführung von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notlage.
Het gebruik van het COVID Safe Ticket bij private bijeenkomsten geldt niet voor private bijeenkomsten die georganiseerd worden in de private woonst, behalve indien er aldaar een beroep gedaan wordt op professioneel georganiseerde horeca-activiteiten.	L'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées ne s'applique pas aux réunions privées qui sont organisées dans les domiciles privés, sauf s'il y est fait appel à des activités horeca organisées de manière professionnelle	Die Nutzung des COVID-Safe-Tickets bei privaten Treffen gilt nicht für private Treffen, die in der Privatwohnung organisiert werden, es sei denn, dort werden professionell organisierte Catering-Aktivitäten in Anspruch genommen.
De gelijkschakeling in dit artikel voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket tussen het regime van de massa-evenementen en en specifieke private bijeenkomsten, voor zover en enkel in de mate het geldende koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie het gebruik van het COVID Safe Ticket gedurende private	L'assimilation dans cet article en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket entre le régime des événements de masse et celui des réunions privées spécifique, dans la mesure et uniquement dans la mesure où l'arrêté royal d'exécution de l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique permet l'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées, n'est pas applicable en ce qui concerne la possibilité	Die Gleichwertigkeit in diesem Artikel in Bezug auf die Verwendung des COVID-Safe-Tickets zwischen dem Regime von Massenveranstaltungen und bestimmten privaten Treffen, soweit und nur insoweit, wie der aktuelle königliche Erlass zur Umsetzung von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über Maßnahmen der Verwaltungspolizei während eines epidemischen Notlage erlaubt die Verwendung des COVID Safe Tickets bei privaten Sitzungen die

bijeenkomsten toelaat, is niet van toepassing voor wat betreft de mogelijkheid geboden aan burgemeesters en gouverneurs om een aantal maatregelen met betrekking tot de toepassing van het COVID Safe Ticket gedurende massa-evenementen te verstrengen zoals bepaald in artikel 2bis, §3, vierde lid, (iii) en artikel 13bis, §3. De gelijkschakeling in dit artikel voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket tussen het regime van de massa-evenementen en specfieke private bijeenkomsten, voor zover en enkel in de mate het geldende koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie het gebruik van het COVID Safe Ticket gedurende private bijeenkomsten toelaat, biedt echter wel de mogelijkheid aan de gefedereerde entiteiten om een aantal maatregelen met betrekking tot de toepassing van het COVID Safe Ticket gedurende massa-evenementen te verstrengen zoals bepaald in artikel 2bis, §3, vierde lid, (ii) en artikel 13bis, §2, tenzij deze verstrenging inhoudt dat het bezoekersaantal van een private bijeenkomst bepaald wordt op minder	donnée aux bourgmestres et gouverneurs de renforcer un certain nombre de mesures sur l'application du COVID Safe Ticket lors d'événements de masse telles que prévues à l'article 2bis, §3, quatrième alinéa, (iii) et à l'article 13bis, §3. L'assimilation dans cet article en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket entre le régime des manifestations de masse et celui des réunions privées spécifique, dans la mesure et uniquement dans la mesure où l'arrêté royal d'exécution de l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique permet l'utilisation du COVID Safe Ticket lors de réunions privées, offre toutefois aux entités fédérées la possibilité de renforcer un certain nombre de mesures concernant l'application du COVID Safe Ticket lors de manifestations de masse, comme prévu à l'article 2bis, §3, quatrième alinéa, (ii) et à l'article 13bis, §2, à moins que ce renforcement n'entraîne que le nombre de visiteurs d'une réunion privée soit déterminé à moins de cinquante personnes à l'intérieur et cent personnes à l'extérieur."	Anwendung des COVID Safe Tickets bei Massenveranstaltungen gemäß Artikel 2bis, §3, vierter Absatz, (iii) und Artikel 13bis, §3. Die Gleichwertigkeit in diesem Artikel in Bezug auf die Verwendung des COVID Safe Tickets zwischen dem Regime von Massenveranstaltungen und bestimmten privaten Versammlungen, sofern und nur im Umfang des anwendbaren königlichen Dekrets zur Umsetzung von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die von der Verwaltungspolizei während eines epidemischen Notlage ergriffenen Maßnahmen erlaubt die Verwendung des COVID Safe Tickets bei privaten Treffen, ermöglicht jedoch den Verbundeinheiten, eine Reihe von Maßnahmen in Bezug auf die Anwendung des COVID Safe Tickets während der Anwendung des COVID Safe Tickets zu ergreifen, um Massenveranstaltungen wie zu verschärfen in Artikel 2bis § 3 Absatz 4 (ii) und Artikel 13bis § 2 festgelegt, es sei denn, diese Verschärfung bedeutet, dass die Zahl der Besucher einer privaten Versammlung auf weniger als fünfzig Personen drinnen und hundert Personen draußen festgelegt wird.“

dan vijftig personen binnen en honderd buiten.		
Artikel 4. Dit samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 treedt in werking op de datum van de bekendmaking van de laatste instemmingstekst in het Belgisch Staatsblad.	**Article 4.** Le présent accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre en vigueur à la date de la publication du dernier texte d'assentiment au Moniteur belge.	**Artikel 4**. Diese Zusammenarbeitsabkommen zur Änderung der Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 am Tag der Veröffentlichung des letzten Textes Dekret zur Billigung im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt.

Gedaan te Brussel, op 29 november 2021	Fait à Bruxelles, le 29 novembre 2021	Brüssel, den 29 November 2021
in één origineel exemplaar.	en un exemplaire original.	in einer Originalausfertigung.

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

A. DE CROO

De vice-Eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales

Der Vizepremierminister und Minister für auswärtige Angelegenheiten, Europaangelegenheiten und Außenwirtschaft und der Kulturinstitutionen des Bundes

S. WILMES

De Vice-Eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Der Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit

F. VANDENBROUCKE

Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

Innenminister, institutionelle Reformen und demokratische Erneuerung

A. VERLINDEN

Staatssecretaris voor Asiel en Migratie

Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration

Staatssekretär für Asyl und Migration

S. MAHDI

Staatssecretaris voor Digitalisering

Secrétaire d'État à la Digitalisation

Staatssekretär für Digitalisierung

M. MICHEL

De Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisatie en Facilitair Management,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux,

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister der Außenpolitik, der Kultur, die Digitalisierung und der Allgemeinen Dienste,

J. JAMBON

De Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding,

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

Der Flämische Minister des Wohlbefindens, der Volksgesundheit, der Familie und der Armutsbekämpfung,

Getekend door:Wouter Beke (Signature)
Getekend op:2021-11-30 13:16:04 +01:0
Reden:Ik keur dit document goed

Wouter Beke

W. BEKE

De Minister-President van de Franse Gemeenschap,

Le Ministre-Président de la Communauté française,

Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft

P.Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur,
Medien und Frauenrechte,

B. LINARD

Minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Die Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, wissenschaftliche Forschung, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und die Promotion von Brüssel

V. GLATIGNY

De Minister-President van de Waalse Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung

pour E. DI RUPO, absent

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Waalse Regering,

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte der Wallonischen Regierung

C. MORREALE

De Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën van de Duitstalige Gemeenschap,

Le Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances de la Communauté germanophone,

Der Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH

De Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président et Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement de la Communauté germanophone,

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Der Präsident des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und die Soziale Aktion

A. MARON

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und die Soziale Aktion

E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast met de promotie van de gezondheid

La Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé

Die Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung

B. TRACHTE

De Minister, lid van het College belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid

Le Ministre, membre du Collège chargé de l'action sociale et de la santé

Der Minister, Mitglied des Kollegiums, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit

A. MARON